

APPEL A PROJETS

Programme ESMS numérique

Phase d'amorçage – Temps 2



Table des matières

Le programme ESMS numérique.....	2
Pourquoi un programme pour le numérique dans le secteur médicosocial ?2	
Présentation du programme	2
La phase d'amorçage	3
La stratégie régionale concernant le numérique pour les établissements et services médicosociaux.....	4
L'appel à projets « amorçage » temps 2.....	6
ESMS éligibles au soutien en phase d'amorçage	6
Enjeu de regroupement des ESMS autour d'une solution commune6	
Projets éligibles au soutien en phase d'amorçage	7
1. Projet d'acquisition et de déploiement de solution DUI dans les ESMS n'en disposant pas encore ou en remplacement d'un DUI existant non-conforme ou inadaptable : 7	
2. Projet de mise en conformité des solutions DUI au cadre technique de référence7	
3. Prestations spécifiques pour les grappes de petits organismes gestionnaires7	
4. Projet de déploiement (généralisation du déploiement d'une solution conforme)8	
Conformité des achats au cadre technique de référence	9
Modalités de financement.....	9
Critères de sélection des projets	10
1. Critères d'éligibilité	10
2. Critères de priorisation	11
3. Critères d'utilisation	11
Critères de sélection IDF des projets.....	13
Calendrier de l'appel à projet.....	14
Comment poser sa candidature ?	14
Contacts	14

Le programme ESMS numérique

Pourquoi un programme pour le numérique dans le secteur médicosocial ?

Le programme ESMS numérique est partie intégrante de la feuille de route nationale du virage numérique en santé ; il constitue avec HOP'EN l'un des programmes nationaux destinés à soutenir l'innovation, évaluer et favoriser l'engagement des acteurs. Il s'inscrit pleinement dans le cadre technique de référence issu de la feuille de route du numérique en santé, qui repose sur trois piliers que sont l'éthique, la sécurité et l'interopérabilité. Il favorise le déploiement dans le champ médico-social des référentiels socles ainsi que des services socles, tels que le dossier médical partagé, la messagerie sécurisée en santé, ou l'e-prescription.

Le développement du recours aux outils numériques constitue un levier structurant afin d'accompagner les transformations de l'offre des établissements et services médico-sociaux (ESMS) ; il implique notamment le développement d'échanges et de partage d'informations entre acteurs des secteurs sanitaire, médico-social, social, mais aussi de la scolarité, de l'insertion professionnelle ou sociale et de l'aide aux aidants.

Le constat global actuel est celui d'un très grand retard dans l'usage des outils numériques par les ESMS, avec des insuffisances dans les équipements et infrastructures, des fonctions métiers qui sont encore peu développées dans beaucoup d'établissements, des enjeux de cyber sécurité et de respect des dispositions du RGPD. La crise liée au Covid 19 a mis en exergue des conséquences de ce retard de déploiement du numérique dans le médico-social et ses impacts sur la qualité et la continuité de l'accompagnement des personnes vulnérables.

Présentation du programme

Afin de répondre à ces enjeux et de moderniser les systèmes d'information des ESMS, le programme « ESMS numérique » vise à permettre aux pouvoirs publics de **financer des investissements dans le champ du numérique** pour les cinq prochaines années, s'inscrivant dans le cadre de **la stratégie du numérique en santé** pilotée par la Délégation ministérielle du numérique en santé (DNS). Sa mise en œuvre bénéficie des crédits médico-sociaux du Ségur numérique qui s'élèvent à un montant inédit de 600 millions d'euros.

Il est destiné à développer l'usage du numérique dans les ESMS pour améliorer :

- la **qualité des accompagnements** dans une logique de parcours en apportant des outils permettant de faciliter la coopération et la coordination entre les différents acteurs, internes et externes à l'ESMS, impliqués dans l'accompagnement des personnes et de faciliter l'implication de la personne accompagnée et de ses proches ;
- la **connaissance des personnes accompagnées et de leurs besoins** et la prise en compte de leurs attentes ;
- le **pilotage de ces transformations**, intervenant comme **levier d'efficience dans le fonctionnement** des ESMS.

L'élément pivot de ce programme est le **dossier usager informatisé et interopérable** conforme au cadre métier, fonctionnel et technique de référence défini au niveau national.

Ce programme intègre le **déploiement des référentiels et services socles** prévus par la feuille de route du numérique en santé pour permettre le développement des échanges et du partage d'informations sécurisés entre les différents professionnels, internes et externes à l'ESMS, qui interviennent dans l'accompagnement et le parcours des personnes, en particulier la messagerie

sécurisée en santé, le DMP, les outils de coordination du parcours (E-parcours), des API d'échange avec le SI du suivi des orientations pour les personnes handicapées, etc....

Les crédits du Ségur numérique permettront à la CNSA et à la DNS de contribuer au financement d'une modernisation rapide et d'ampleur des systèmes d'informations selon 4 axes :

- Les **infrastructures, les équipements informatiques, les logiciels** relatifs à l'accompagnement des usagers,
- La **mise en conformité des solutions avec les référentiels et services socles**,
- **L'interopérabilité et la sécurité** tels que prévus par les articles L1470-1 à L1470-6 du Code de Santé Publique,
- Le **soutien à l'usage** au travers de l'accompagnement et la formation des professionnels.

Le temps 1 de la phase d'amorçage, financé par la CNSA à hauteur de 30 M€, a permis de mettre en place les premières composantes du programme ESMS numérique, en particulier l'organisation des appels à projet pour le financement de projets d'acquisition ou de montée de version du dossier usager informatisé et le renforcement des ressources humaines en ARS et en GRADeS.

Le temps 2 de la phase d'amorçage, financé via les crédits du Ségur du numérique de la santé à hauteur de 100 M€, vise à prolonger et à étendre les acquis de la phase d'amorçage dans la perspective de la phase de généralisation (à partir de 2022).

La phase d'amorçage

En application du cadre précisé par l'instruction du 20 novembre dernier, le temps 1 de la phase d'amorçage a permis de sélectionner une soixantaine de projets embarquant environ 1 340 ESMS, au travers d'une première vague d'appels à projets pilotés par les Agences Régionales de Santé (ARS).

Les crédits de la tranche 2021 du Ségur du numérique en santé destinés au soutien des projets d'informatisation des ESMS seront mobilisés comme suit :

- Une nouvelle vague **d'appels à projets (AAP) régionaux** pilotés par les ARS sera lancée dès la publication de l'instruction relative à cette 2nde phase d'amorçage. Elle doit permettre de financer plus de 150 nouveaux projets de DUI d'ici la fin de l'année 2021 ;
- De manière complémentaire, une enveloppe nationale sera réservée pour faciliter le déploiement des solutions DUI à très grande échelle. Elle devrait permettre de financer une dizaine de projets nationaux en 2021, sélectionnés au moyen d'un **AAP national**. **Cet AAP s'adresse aux** organismes gestionnaires de grande taille (de 50 ESMS ou plus) ou aux grappes de de 50 ESMS ou plus.

Nota bene : Les projets sélectionnés dans le cadre des AAP régionaux sont, dans certains cas, multirégionaux. Le financement est alors assuré par chaque ARS, au prorata du nombre d'ESMS concernés dans la région.

La stratégie régionale concernant le numérique pour les établissements et services médicosociaux

L'île de France, en partenariat avec les fédérations, s'est engagée depuis plusieurs années auprès des acteurs du médico-social pour accompagner le déploiement du numérique notamment en s'impliquant fortement dans les programmes nationaux tels que MAIA, PAERPA, TSN ou encore dans le déploiement de l'outil via-trajectoire, tant dans le secteur personnes âgées que dans le champ du handicap notamment via le programme « zéro sans solution ». Par ailleurs, la région a également fortement contribué à faire évoluer le ROR sur le champ médico-social, annuaire de référence pour la description de l'offre en santé qui constitue un socle majeur des services numériques en santé. Ces différents projets ont permis de mettre en exergue le besoin d'un plan d'investissement dans le secteur médico-social à l'istat du programme Hôpital Numérique puis Hop'En en faveur des établissements hospitaliers. L'ARS Ile de France continue de s'investir dans le champ médico-social et sa stratégie régionale s'inscrit pleinement dans la cadre de la feuille de route nationale du numérique en santé.

Les priorités des engagements régionaux s'inscrivent dans la stratégie du PRS 2 et des orientations nationales du Ségur du Numérique. Elles visent notamment à :

-améliorer la qualité de vie et l'efficacité des soins par les leviers suivants :

- Placer le patient au coeur du système et faire de la qualité de sa prise en charge la boussole de la réforme
- Développer les actions de **prévention**
- Maintenir les patients à domicile le plus longtemps possible
- Mieux répondre aux besoins de soins en proximité
- **Redonner du temps** aux professionnels de santé en leur proposant des outils à leur service

- rompre l'isolement du professionnel de santé et de développer le mode «collaboratif» en :

- Soutenant les nouvelles modalités d'articulation entre l'ensemble des acteurs du territoire (médecine de ville, médico-social, hôpital...)
- Facilitant l'accès de tous les patients à des médecins spécialistes
- Posant un cadre structurant permettant d'accompagner la **réorganisation profonde des pratiques collaboratives**
- Co-construire avec les acteurs des territoires des services numériques adaptés aux différentes organisations en évolution
- Soutenir les initiatives de collaboration de professionnels dès qu'elles représentent un potentiel de reproductibilité
- Concentrer dans les services offerts aux professionnels de santé, le meilleur des retours d'expériences

- Des mesures fortes doivent être engagées pour accélérer le développement des usages et la transition des professionnels de santé vers les services numériques régionaux :

- S'appuyer sur la plateforme socle du Ségur du Numérique offrant un cadre national d'exercice pour les professionnels tel que défini par la Délégation du Numérique en Santé
- Faire connaître, promouvoir les services proposés tout en responsabilisant les acteurs sur le développement des usages
- Renforcer l'appui à l'industrialisation du développement des services numériques et maintenir un haut niveau de sécurisation des services
- Utiliser le potentiel du traitement de l'information (Data, IA) pour aider les acteurs à adapter en continu les organisations territoriales
- Construire un modèle de gouvernance intégrant mieux des représentants territoriaux

Le Projet Régional de Santé (PRS) d'Ile-de-France mis à la concertation publique en mars 2018 intègre dans son axe de transformation n°1 « [la promotion] et [l'amélioration] de l'organisation en parcours des prises en charge en santé sur les territoires. L'accent est mis sur la prise en charge coordonnée tout au long de la vie de la personne, impliquant une mobilisation progressive de l'ensemble des acteurs et la prise en compte « des choix des personnes, des ressources et contextes territoriaux et des déterminants individuels et sociaux ». Les outils numériques sont à cette fin des leviers clés de l'organisation des parcours : à l'horizon de 5 ans, les outils numériques régionaux seront déployés sur l'ensemble de la région francilienne.

La démarche est d'ores-et-déjà engagée par le déploiement du projet « e-Parcours » dont l'objectif premier est d'accompagner, dans une approche territoriale, au plus près des besoins et pratiques des acteurs, le déploiement des outils numériques facilitant la coordination, le partage et l'échange de données entre professionnels et avec le patient. La plateforme de coordination **Terr-esanté**, déjà opérationnelle et en déploiement en Ile-de-France associée à l'offre de services proposée à l'échelle nationale telle que la messagerie sécurisée et le DMP ou à l'échelle régionale telle que les solutions de télésanté (ortif), d'annuaire (ROR), d'orientation (Via-Trajectoire) constituent aujourd'hui une offre de services cohérente et complémentaire, l'interopérabilité entre ces solutions étant un axe majeur de consolidation qui est soutenu fortement par les instances nationales et régionales.

Ces solutions numériques ont vocation à **renforcer la qualité de l'accompagnement et l'optimisation des pratiques professionnelles au sein des organisations**. Le suivi de situations complexes, la traçabilité et la continuité des parcours encouragent l'utilisation d'outils simplifiant les échanges de données entre professionnels et équipes pluridisciplinaires autour d'une situation d'accompagnement, au sein d'un ESMS mais également en dehors. En effet, les modalités de prise en charge et le positionnement des établissements et services médico-sociaux dans le parcours évoluent.

Le déploiement du DUI dans cet environnement déjà en place va permettre de faire un bond en avant conséquent dans el partage et la coordination des acteurs de santé.

L'appel à projets « amorçage » temps 2

ESMS éligibles au soutien en phase d'amorçage

Tous les ESMS mentionnés à l'art L.312-1 du CASF, les organismes gestionnaires de ces établissements et les groupements de coopération sociale et médico-sociale mentionnés au 3o de l'article L. 312-7 du CASF sont éligibles au temps 2 de la phase d'amorçage, y compris les ESMS financés exclusivement par les conseils départementaux

Enjeu de regroupement des ESMS autour d'une solution commune

La nécessité pour les projets d'atteindre une taille critique pour faciliter leurs déploiements et l'atteinte des objectifs d'usage a constitué un point d'attention central du 1er temps de la phase d'amorçage. Outre ceux portés par de gros organismes gestionnaires, plus de 40% des projets retenus par les ARS dans cette phase sont ainsi portés par des « grappes » d'établissements permettant la mutualisation recherchée, entre les structures, des ressources expertes, rares, de conduite projet.

Dans le cadre du temps 2 de la phase d'amorçage, il est demandé aux gestionnaires de présenter des projets atteignant idéalement quinze structures pour la mise en place de leur solution dossier usager informatisé dans les territoires métropolitains et idéalement huit dans les territoires ultramarins et la Corse.

Le financement d'un projet correspondra soit à l'acquisition d'une solution DUI, soit à la mise en conformité d'une solution existante pour un ensemble d'ESMS, soit à un projet mixte combinant montée de version et acquisition d'une solution DUI. Dans le cas d'un projet mixte, la solution déployée devra être la même pour tous les ESMS du groupement.

Les regroupements entre ESMS nécessaires à la structuration des projets peuvent prendre toute forme, depuis le GCSMS jusqu'à un regroupement suite à la signature d'une simple convention de partenariat entre les ESMS de la grappe (un modèle peut être transmis sur demande par l'ARS).

L'établissement du groupement désigné comme étant le porteur du projet sera le seul établissement de la grappe signataire de la convention avec l'ARS.

Projets éligibles au soutien en phase d'amorçage

Les projets éligibles doivent permettre d'informatiser le dossier usager avec une solution **conforme au cahier des charges national** et de garantir la mise en **conformité à la doctrine technique du virage du numérique en santé**.

Tous les projets devront mettre en œuvre l'interopérabilité du DUI :

- Avec **au moins deux services socles** (MSSanté, DMP ou e-prescription) pour les ESMS médicalisés,
- Pour les ESMS non médicalisés, la solution logicielle pourra être interfacée à une plateforme régionale de coordination (plateforme e-parcours) et à la messagerie sécurisée de santé.

Dans tous les cas, ces projets permettront d'identifier de nouveaux usages et de vérifier l'intégration des référentiels socles dont l'INS dans les solutions.

Au regard des disparités de déploiement du numérique dans le secteur médico-social, le soutien des crédits d'amorçage s'organisera de manière différenciée.

1. **Projet d'acquisition et de déploiement de solution DUI dans les ESMS n'en disposant pas encore ou en remplacement d'un DUI existant non-conforme ou inadaptable :**

Pour les projets d'acquisition d'une solution de DUI conforme et l'ensemble des prestations permettant son déploiement (cf. infra), un **financement forfaitaire à hauteur de 25k€ par ESMS** est prévu, dans la limite de 49 ESMS par projet.

2. **Projet de mise en conformité des solutions DUI au cadre technique de référence**

Ces projets concerneront des organismes gestionnaires qui souhaiteront organiser la montée de version de leur DUI et éventuellement changer le périmètre fonctionnel de leurs solutions logicielles. La solution déployée devra impérativement intégrer les référentiels et services socles du virage du numérique en santé.

Pour les projets de mise en conformité au virage du numérique en santé d'une solution existante et l'accompagnement à l'usage (cf. infra), un **financement forfaitaire de 10K€ par ESMS** est prévu, dans la limite de 49 ESMS par projet.

3. **Prestations spécifiques pour les grappes de petits organismes gestionnaires**

Ces projets concernent des organismes gestionnaires de petite taille qui veilleront à s'inscrire dans une logique de mutualisation de sorte d'atteindre une taille critique nécessaire au pilotage de ce type de projet.

Pourront être financés :

- Les **équipements et infrastructures** nécessaires à son usage par les professionnels (PC, tablette, WIFI). Un **financement forfaitaire de 20k€ par ESMS** est ainsi prévu pour le financement des équipements et infrastructures, que ce soit dans le cadre d'une grappe de petites structures ou pour les petits gestionnaires qui seraient intégrés à un projet de déploiement généralisé ;
- Le recours à des **prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage** pour accompagner les grappes de petites structures pendant toutes les phases de leur projet :

- Un **financement forfaitaire de 15 K€ par projet** est possible pour un accompagnement dans la conduite de la procédure de marché portée par la centrale d'achat mandatée par la CNSA ; cette prestation d'AMOA a pour principal objectif d'aider les grappes de structures à :
 - Formaliser leur besoin,
 - Analyser les différentes réponses aux marchés spécifiques réalisés dans le cadre du marché national porté par la centrale d'achat mandatée par la CNSA, préparer les entretiens avec les éditeurs et rédiger les comptes rendus, sélectionner leur offre,
 - Rédiger le rapport d'analyse des offres.
- Un **financement forfaitaire de 100 K€ par projet** pour un accompagnement au pilotage du projet¹ de DUI est également possible pour les grappes de petites structures ; cette prestation d'AMOA a pour principal objectif d'aider les grappes de structures à :
 - Animer les groupes de travail métier (spécification du besoin, paramétrage de la solution),
 - Préparer et suivre la recette utilisateur,
 - Piloter et assurer la gestion financière du projet,
 - Suivre l'atteinte des cibles d'usage et proposer des actions correctives dans le cadre du déploiement de la solution au sein des ESMS de la grappe.

Ce financement de 100 k€ peut couvrir le recrutement d'un chef de projet interne

Les projets portés par des grappes de petites structures retenus dans le cadre du temps 1 de la phase d'amorçage pourront également bénéficier de ces financements.

Le financement des équipements et infrastructures doit être concomitant avec un projet de mise en œuvre d'un Dossier Usager Informatisé.

Le financement de l'acquisition ou d'une montée de version d'une solution, des équipements et des prestations d'AMOA sont cumulés et font l'objet d'un financement unique.

4. Projet de déploiement (généralisation du déploiement d'une solution conforme)

Ces projets concernent des organismes gestionnaires ou des groupements de 50 ESMS ou plus, qui à l'issue d'un projet pilote (ont déjà fait l'acquisition ou la mise en conformité d'une solution), souhaitent opérer un déploiement généralisé de la solution DUI déjà conforme sur l'ensemble de leurs ESMS.

Les conditions d'éligibilité sont identiques à celles indiquées supra.

Pour ces projets, un **financement forfaitaire de 5k€ par ESMS** est prévu, les modalités de dégressivité seront précisées dans l'appel à projets national qui sera lancé dans le courant de l'été 2021 pour permettre aux organismes concernés de bénéficier des crédits d'amorçage.

Le projet pilote préalable au déploiement généralisé peut être réalisé dans le cadre d'un appel à projets régional, ou dans le cadre de l'appel à projets national selon la temporalité et la configuration du projet.

¹ L'activité du chef de projet AMOA est décrite dans le document « Kit Déploiement du DUI en ESMS » : <https://ressources.anap.fr/numerique/publication/2796-kit-deploiement-du-dui-en-esms>

Conformité des achats au cadre technique de référence

Pour bénéficier des crédits d'amorçage, les organismes gestionnaires

- **Devront** recourir au marché national dédié et porté par la centrale d'achat mandatée par la CNSA pour l'acquisition et le déploiement de solutions conformes au cadre technique de référence ou pour leur montée de version, ainsi que les prestations associées.

Une dérogation à ce principe est prévue lorsqu'une solution informatique non référencée dans le marché national est déployée dans la totalité des ESMS d'au moins un champ (personnes âgées ou personnes handicapées, aide et soin à domicile, addictologie, protection de l'enfance, ...) à condition que l'éditeur s'engage à atteindre les exigences du cahier des charges national dans les délais de la phase d'amorçage du programme ESMS numérique. Dans ce cas, les projets de montée de version du dossier usager informatisé peuvent bénéficier des crédits d'amorçage quand bien même la solution informatique ne serait pas référencée dans le marché national.

- **Pourront**, sans obligation, par ailleurs recourir aux marchés existants de la centrale d'achat pour commander :
 - o Des équipements matériels (PC, tablette, installation WIFI),
 - o Des prestations d'assistance à la maîtrise d'ouvrage (voir détail supra).

Un ensemble de documents sera mis à disposition des organismes gestionnaires pour faciliter le recours aux différents marchés de la centrale d'achat mandatée par la CNSA.

Modalités de financement

Le séquençage des paiements aux porteurs de projet devra permettre de soutenir une bonne dynamique projet tout en garantissant les usages des solutions, selon les modalités suivantes :

- **40% au démarrage du projet**, dans le mois suivant la signature de la convention PAI numérique par l'ARS et le porteur de projet, sous réserve de la réception de la convention de service d'achat centralisé (CSAC) signée (vous serez en effet amené à signer ce document pour accéder au SAD du RESAH que vous ayez ou non choisi une formule d'accompagnement par le RESAH) ;
- **40% à la fin du paramétrage de la solution** dès la réception de la facture de la fin du paramétrage de la solution sur l'ensemble des ESMS de la grappe ;
- **20% à la fin du déploiement** (fin de la généralisation du déploiement), dans le mois suivant la réception de la facture de la fin du déploiement de la solution sur l'ensemble des ESMS de la grappe et la vérification des critères d'utilisation. .

Critères de sélection des projets

1. Critères d'éligibilité

Critères d'éligibilité	Commentaires
Description du projet	Mise en place d'un dossier usager informatisé ou Evolution d'une solution dossier usager informatisé existante interopérable avec des services socles ou Généralisation d'une solution conforme Le cas échéant matérialiser le soutien du conseil départemental ou de la métropole à compétence du département en matière de politique de l'autonomie
Respect du cahier des charges national DUI fourni	Le demandeur doit produire une attestation sur l'honneur relative au respect du socle d'exigences des solutions numériques
Nombre d'utilisateurs de la solution	Nombre de personnes susceptibles d'utiliser l'outil, préciser lesquelles
Typologie de projet	Gros/moyen OG ou Grappes de petites structures
Type de public	PA, PH, PDS, ASE, Social...
Nombre de structures concernées	Fournir le nom de l'OG porteur du projet, sa typologie et la liste des établissements qui bénéficieront de la solution mutualisée et leur typologie
Equipe projet	Si oui Préciser le nombre de personnes mobilisées sur le projet et leur rôle, et l'organisation du projet (hors AMOA)
Durée du projet	Préciser la durée du projet
Planning du projet	Fournir le planning prévisionnel de mise en œuvre du projet
Disponibilité de l'application	*Continuité d'activité de l'application * Taux de disponibilité du DUI
Confidentialité	* Existence d'un document interne sur les règles d'accès et d'usage du SI * Information des usagers sur les conditions d'utilisation des données à caractère personnel et les modalités d'exercice de leur droit

2. Critères de priorisation

Critères de priorisation	Commentaires
Motivation du porteur	Préciser les objectifs du projet et l'organisation mise en place
Périmètre fonctionnel	Préciser le ou les blocs fonctionnels mis en œuvre et les indicateurs associés (selon la cartographie de l'ANAP)
Solution mutualisée (partagée entre plusieurs OG si possibles de catégories d'esms différentes)	Préciser les structures concernées et nombre de personnes accompagnées, si le déploiement du projet se fait sur des structures non équipées
Interopérabilité de la solution avec son écosystème	Possibilité d'usage de deux services socle minimum (exemple MSSanté, DMP, etc.) ou d'un service socle et d'une plateforme (exemple e-parcours)
Interconnexion avec une plateforme régionale	Si oui : Décrire les modalités d'échanges avec une plateforme régionale et préciser le nom de cette plateforme (si cette fonctionnalité est prévue)

3. Critères d'utilisation

Critères d'utilisation	Commentaires
Critères métier	
Taux de dossiers actifs sur le mois écoulé mesuré à chaque fin de mois	Nombre de dossiers mis à jour x 100% Nombre de personnes accompagnées dans la structure
Taux de dossiers actifs avec un projet personnalisé sur le mois écoulé mesuré à chaque fin de mois	Nombre de dossiers actifs sur la période de recueil ET ayant un projet personnalisé en préparation ou actif x 100% Nombre de dossiers actifs dans la solution DUI
Taux de dossiers actifs ayant au moins un événement sur le mois écoulé mesuré à chaque fin de mois	Nombre de dossiers actifs sur la période de recueil ET ayant au moins un événement d'agenda dans son DUI x 100% Nombre de dossiers actifs dans la solution DUI

Critères liés aux projets socles (au moins deux des critères sont à choisir et à valoriser) et/ou à une plateforme	
Nombre de messages émis par la MSSanté par la structure sur les trois derniers mois.	Préciser le nombre de messages approximatif qui sont échangés par MSSanté
Nombre de documents déposés dans le DMP (<i>sur les trois derniers mois (pendant la phase projet) puis tous les mois (pendant la maintenance de la solution)</i>)	Préciser le nombre approximatif de documents qui sont stockés dans le DMP pendant la durée du projet
Nombre de données échangées entre le DUI et l'outil e-prescription (<i>sur les trois derniers mois (pendant la phase projet) puis tous les mois (pendant la maintenance de la solution)</i>)	Nombre de fois dans le mois ou une prescription électronique est importée dans la solution DUI
Nombre de données échangées entre une plateforme e-parcours et le dossier usager informatisé (<i>sur les trois derniers mois (pendant la phase projet) puis tous les mois (pendant la maintenance de la solution)</i>)	Nombre d'échanges réalisés via le cahier de liaison entre la solution DUI et la plateforme pendant la durée du projet

Critères de sélection IDF des projets

Conformément à l'instruction nationale, la recevabilité des candidatures sera étudiée. En ce sens, les demandes soumises devront :

- respecter le **calendrier** de l'appel à projets ;
- et répondre aux **différents critères de recevabilité** : conditions de regroupement et d'éligibilité des ESMS, respect du cahier des charges national et du socle d'exigences des solutions numériques, unicité de la solution déployée, conformité au cadre technique du virage du numérique en santé, notamment sur l'interopérabilité, etc.

Une attention particulière sera accordée au fait que les projets :

- expriment une **bonne compréhension des enjeux et des besoins** liés à l'information et la mise en œuvre d'un DUI ;
- identifient clairement les **besoins des utilisateurs** et les **fonctionnalités déployées** . L'implication des usagers dans le projet, et la prise en compte de leurs besoins pour aboutir au renforcement de leurs parcours d'accompagnement personnalisés et au développement de leur participation active à ce parcours seront valorisés ;
- précisent la **composition de l'équipe dédiée** à la mise en œuvre du projet (présence d'un comité de pilotage, rôles et responsabilités des acteurs, etc.) ;
- précisent un planning de déploiement indiquant les principaux jalons ;
- se conforment aux **exigences de sécurité** vis-à-vis de la protection des données personnelles et de l'information des usagers quant à leurs droits relatifs au RGPD ;
- font état de **l'interopérabilité** en tant qu'enjeu majeur du programme ESMS numérique. Celle-ci doit permettre d'accélérer le développement des usages des services socles de la e-santé et notamment de la Messagerie Sécurisée de Santé et du Dossier Médical Partagé. L'interconnexion avec les autres services socles (E-prescription, dispositifs de type E-parcours, plateformes régionales, etc.) et les référentiels (Serafin-Ph ou AGGIR-Pathos) sera également appréciée, notamment l'intégration avec TERR-eSANTÉ ;
- s'inscrivent dans des projets territoriaux en lien avec les ES et les acteurs de villes et notamment dans le cadre de projets portés par le programme ePArcours. La réponse devra comporter une description des projets de coopération auxquels participent les structures.

La priorisation globale des projets par l'ARS Ile-de-France favorisera , autant que faire se peut, l'équilibre entre les différents territoires, les champs d'activité et les statuts (publics, privés, privés non lucratifs) des établissements accompagnés au niveau régional.

Les ESMS de la région Ile-de-France intégrés à des projets interrégionaux seront également finançables dans le cadre du programme.

Calendrier de l'appel à projet

Ouverture de l'appel à projets : du **12/07/2021 au 15/10/2021**.

Sélection des candidats : au fil de l'eau jusqu'au **15/10/2021** à travers 3 fenêtres :

- **12/07/2021 – 30/08/2021**
- **01/09/2021 – 28/09/2021**.
- **29/09/2021 – 15/10/2021**

Les comités interrégionaux auront lieu fin juillet, fin août, fin septembre puis mi-octobre.

Des comités interrégionaux pourront permettre de sélectionner des projets hors région qui intègrent des ESMS de Ile-de-France.

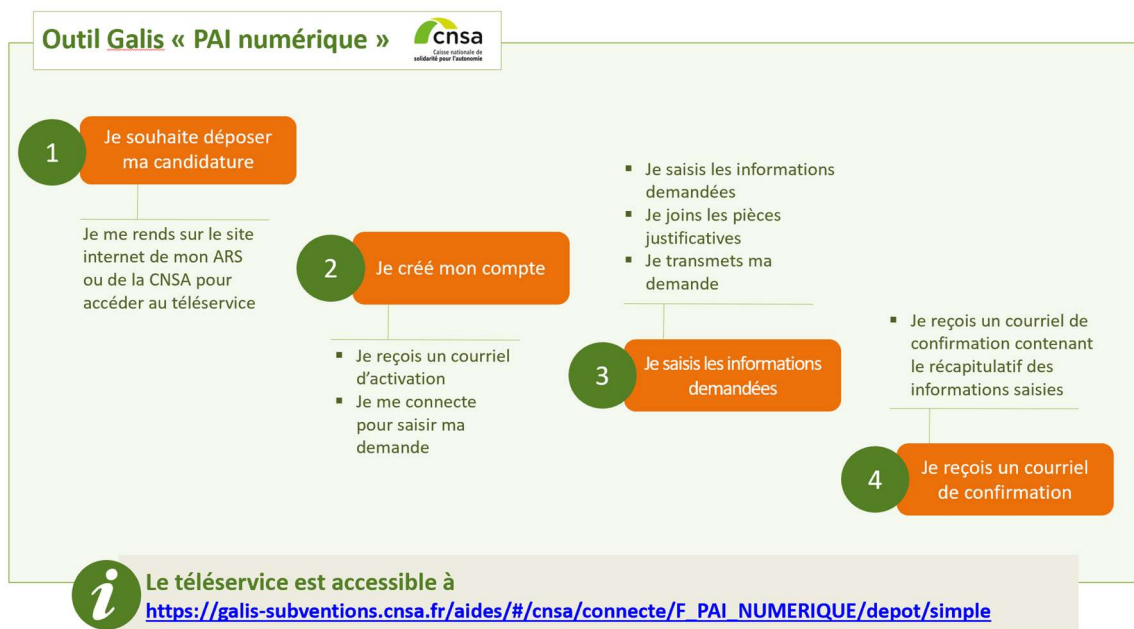
Comment poser sa candidature ?

La personne morale gestionnaire qui sollicite une aide à l'investissement numérique doit déposer sa demande directement dans l'outil PAI numérique de la CNSA. Pour ce faire, elle dispose de formulaires dématérialisés.

Le guide d'utilisation de l'outil est téléchargeable sur le site internet de la CNSA (www.cnsa.fr).

Les dossiers de demande d'aide sont différenciés en fonction du type de projet (Acquisition d'un Dossier usager informatisé ou mise en conformité d'une solution existante) et du champ (PA, PH).

Les différentes étapes du dépôt du dossier sont synthétisées ci-dessous et détaillées dans le guide d'utilisation de l'outil.



Contacts

Mail de contact : ars-idf-si-esms@ars.sante.fr.